

En hommage à Rémi Fraisse, jeune naturaliste mort pour ses idées au Testet

« C'est avec une intense émotion et la plus grande tristesse que nous avons appris la mort de Rémi Fraisse, 21 ans, dimanche, en marge de la manifestation citoyenne organisée à Sivens, dans le Tarn, contre le projet de barrage, à laquelle de nombreux militants du mouvement FNE participaient. Rémi était un jeune bénévole investi au sein de Nature Midi-Pyrénées, association affiliée à FNE Midi-Pyrénées et France Nature Environnement. Actif au sein du groupe botanique de NMP, il suivait la flore protégée en Haute-Garonne où il assurait la coordination du suivi de la Renoncule à feuille d'ophioglosse.

Jérôme Calas, président de Nature Midi-Pyrénées : « *Nous sommes sous le choc de la disparition de ce jeune bénévole passionné. Nous adressons nos condoléances et un message de soutien à sa famille et à ses proches. Nous avons toujours condamné toutes les violences qui entouraient la contestation au projet de ce barrage, les circonstances nous obligent à les condamner encore plus fermement aujourd'hui. Il est nécessaire de retrouver la sérénité, ne serait-ce que pour la mémoire de Rémi.* »

Thierry de Noblens, président de FNE Midi-Pyrénées : « *C'est un moment très dur pour notre mouvement, qui a souhaité montrer son engagement dans ce combat par une présence forte samedi dernier à Sivens. Nous ne pouvons que rendre hommage à ce jeune homme mobilisé contre ce projet, pour le respect de la flore et des espaces naturels de Midi-Pyrénées. Nous sommes consternés par la mort prématurée de ce jeune bénévole, nous condamnons les violences qui entourent la lutte contre ce projet inutile et l'acharnement des forces de police depuis le*

1er septembre, nous espérons que cette escalade cessera au plus vite. »

Denez L'Hostis, président de France Nature Environnement : « *Nos pensées vont d'abord à la famille de Rémi, à ses proches et ses amis de Nature Midi-Pyrénées. Nous nous associons à leur peine. Pacifistes par nature, nous condamnons fermement toute forme de violence : nul ne devrait mourir parce qu'il s'oppose à un projet insensé. C'est un jour de deuil pour le mouvement écologiste français et pour FNE. La responsabilité des pouvoirs publics et de l'Etat est engagée. »*

« En France, en cas d'action illégale, mieux vaut être un paysan porté par un syndicat majoritaire. »

Christian Losson, parmi d'autres, ne mâche pas ses mots dans Libération. Quelques morceaux choisis de son article intitulé « Face à la répression, les alters ne sont pas égaux » :

« Pourquoi la tension croissante autour de projets dits «inutiles» s'est-elle accentuée pour aboutir à un drame évitable ? Que cristallisent et racontent ces luttes ? «On est dans une société qui ne sait pas discuter démocratiquement face à ceux qui s'y opposent légitimement», dit Pierre Tartakowsky, président de la Ligue des droits de l'homme. Une société qui, selon lui, aurait «du mal à débattre de son développement avec un gouvernement» qui n'aurait «pas de projet politique» et replierait «son action sur la défense de l'ordre établi».

Un pays où l'on poserait les bases d'un Grenelle de l'environnement, où l'on consulterait sur la transition énergétique. Mais qui stigmatiserait «des forces qui proposent des alternatives plus respectueuses de l'environnement». Comme celles qui refuseraient le bétonnage de pistes pour un aéroport jugé archaïque (Notre-Dame-des-Landes, NDDL) ; la

construction d'un barrage pour irriguer du maïs dans une zone en stress hydrique (Sivens) ; ou l'essor de l'agro-business animal (la «Ferme des 1 000 vaches»). Un pays qui, en revanche, cède aux transporteurs routiers sur l'écotaxe, laisse impunis des bonnets rouges qui ont incendié un hôtel des impôts à Morlaix, ou regarde, comme ce mardi, des éleveurs déverser du fumier devant la préfecture de Charleville-Mézières (Ardennes).

«On peut parler de criminalisation différentielle des mouvements sociaux, disait, le 7 novembre 2013 à Libération, Jérôme Pélisse, sociologue et coauteur de La lutte continue ? C'est une tradition en France : les agriculteurs qui dégradent des locaux de l'Etat bénéficient d'une réponse judiciaire plus rare et plus tolérante que les syndicalistes ouvriers.» Comme les Conti de Compiègne en 2009 ou les opposants aux «projets inutiles» made in France dont certains ont écopé de plusieurs mois de prison ferme.

«Destructeur». Deux poids, deux mesures ? «D'évidence, assure Pierre Tartakowsky. Il y a un sentiment étrange de voir l'Etat céder face à des mouvements régressifs et répressifs qui défendent des intérêts particuliers quand, de l'autre, il donne l'impression de renoncer à un vrai débat public face à des citoyens qui s'interrogent sur la conduite de politiques publiques, et plaident pour une prise en compte de l'intérêt général. C'est destructeur !» Mieux vaut donc, en cas de recours à l'action violente, être un paysan porté par un syndicat majoritaire, et «dont le modèle court à sa perte», selon Yannick Jadot, eurodéputé EE-LV. «C'est sûr : quand un abribus est incendié en banlieue, on demande la déchéance de la nationalité ; quand on défend une lutte environnementale, on est assimilé à des anarcho-violents-terroristes, poursuit l'élus écologiste. Les bonnets rouges engendrent, eux, de la compassion et beaucoup d'impunité.» Pour lui, pas de nuance possible : «On cherche toujours à disqualifier un combat quand il porte sur des valeurs d'avenir, comme c'est le cas à

Sivens, à NDDL ou à la Ferme des 1 000 vaches.» En revanche, «quand il s'agit de préserver le monde d'hier, les collusions entre les intérêts productivistes et politiques donnent le sentiment de jouer à plein». Ce qui a abouti dans le Tarn, dit Jadot, à «l'accélération des travaux de déboisement pour faire oublier l'absurdité du projet et la création d'un climat de tension permanent avec les forces de l'ordre».

Sociologue et rédacteur en chef de la revue Mouvements, Nicolas Haeringer s'interroge sur le principe qui «consiste à faire porter le débat sur la violence des manifestants plutôt que sur les raisons qui ont poussé» des milliers des personnes à se mobiliser «contre les projets imposés». Si l'intervention des autorités a créé un trouble à l'ordre public plus important que celui auquel elle était censée répondre, c'est que l'Etat «a peur non pas de « l'insurrection qui vient » mais de l'expérimentation qui vient (...). »

Ce qui est arrivé dans le Tarn aurait pu se produire partout ailleurs

Hier soir, les « opposants aux grands projets inutiles » ont appelé à un rassemblement à Pontivy devant la sous-préfecture en soutien à la famille de Rémi Fraisse. Pour les opposants « Ce qui est arrivé est dans la continuité de la réponse de type militaire, employée ces dernières années par les pouvoirs publics, face aux protestations concernant ce type de grands projets inutiles, dans une optique toujours plus marquée de criminalisation de toute forme de contestation. En tant qu'opposants à d'autres grands projets inutiles (aéroport Notre-Dame-des-Landes, projet d'exploration minière en Centre Bretagne), nous sommes tous conscients que ce qui est arrivé dans le Tarn aurait pu se produire partout ailleurs. Nous souhaitons nous associer à la peine de la famille de Rémy Fraisse, marquer notre solidarité avec les opposants du Testet, et exprimer un raz-le-bol de cette forme de radicalisation de la violence d'Etat. ».

Plus d'infos :

http://www.liberation.fr/societe/2014/10/28/face-a-la-repression-les-alters-ne-sont-pas-egaux_1131484

Sivens : la lettre ouverte des associations à Manuel Valls:

http://www.fne.asso.fr/fr/sivens-la-lettre-ouverte-des-associations-a-manuel-valls.html?cmp_id=33&news_id=13906&vID=916

Après Sivens, leur silence et notre écoeurement :

<http://blogs.mediapart.fr/blog/mickael-marie/281014/apres-sivens-leur-silence-et-notre-ecoement>

Dossier complet sur la bataille pour sauver la zone humide du Testet :
<http://www.reporterre.net/spip.php?article6247>